

a) Priorités budgétaires pour l'exercice 2014

L'élaboration des priorités de principes pour 2014 s'est inspirée de l'esprit du cadre de la politique nationale au sens large contenu dans les documents de planification nationale (PAP et PLACT) et a également pris en compte la liste des priorités des 100 jours établie par le Premier ministre en 2013.

Les priorités de principe stratégiques s'énoncent comme suit :

- Relever la capacité économique pour accroître la base de recettes (revoir la base fiscale en vigueur et d'autres mesures pour renforcer la perception de recettes), s'en tenir à des dépenses de qualité (recettes supérieures aux dépenses), rehausser les économies du gouvernement et déclencher l'investissement public ;
- Renforcer les liens entre commerce et investissement en vue stimuler la confiance pour favoriser la participation du secteur privé, l'emploi et les exportations ;
- Poursuivre la réforme politique, la décentralisation, le renforcement des ressources humaines et institutionnelles afin d'améliorer les prestations de services ;
- Rehausser la protection et la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité de Vanuatu, en tenant compte des questions de changement climatique ;
- Améliorer la qualité des résultats attendus au plan de l'éducation, favoriser un accès plus égalitaire à l'éducation et au perfectionnement des compétences à tous les niveaux, en continuant de mettre l'accent sur un renforcement général de la gestion sectorielle ;
- Améliorer la gestion et l'accès à des services et des programmes de qualité pour les jeunes à tous les niveaux sur l'ensemble de l'archipel, en se focalisant davantage sur les mini-jeux du Pacifique en 2017 ;
- Continuer d'affecter des ressources pour améliorer les services de santé et en même temps, mettre en œuvre la politique démographique nationale du Vanuatu ;
- Mettre en place une infrastructure et des services appropriés, pérennes, endurants, pour assurer un développement économique et social équitable ; et
- S'assurer que des mesures appropriées sont en place pour résoudre les tensions entre systèmes conventionnels et non conventionnels, réduire le nombre d'affaires en attente, apporter un soutien aux victimes de crimes et favoriser des initiatives axées sur le genre.

b) Politiques fiscales

La toute première priorité du gouvernement pour 2014 est de gérer rationnellement son budget d'une manière qui favorise la croissance économique et la répartition des bénéfices en découlant à toutes les communautés du Vanuatu. Le gouvernement continuera de mettre en œuvre des politiques avisées qui encouragent une croissance catalysée par le secteur privé et garantissent que les entreprises d'Etat restent productives à long terme. Le gouvernement va

s'efforcer de fournir des états financiers dûment vérifiés en temps voulu et continuera d'appliquer rigoureusement une discipline financière stricte.

c) Actualisation économique relative à l'exercice 2013

Perspectives économiques dans le monde (PEM)

Le taux de croissance mondiale a été révisé à la hausse par le Fonds Monétaire International (FMI) dans son bulletin des PEM de janvier, de 3,5 pour cent en octobre 2012 à 3,8 pour cent pour 2013. Cette révision s'imposait compte tenu de la meilleure prise en charge des incertitudes mondiales résultant de la crise de la dette dans la zone euro, d'une reprise inattendue des activités économiques aux Etats-Unis, et de ce que la possibilité de voir le Japon sombrer dans la récession a pu être évitée grâce à une intervention politique à point nommé par le biais de mesures incitatrices pour stimuler la croissance. En dépit des tendances mitigées au plan de la croissance dans les économies avancées, celle des économies émergentes s'est assez bien maintenue avec 5,5 pour cent attendu en 2013 et 5,9 pour cent prédit pour 2014.

Perspectives économiques au Vanuatu (PEV)

En conséquence des incertitudes qui se dessinent au plan de la conjoncture mondiale, les activités économiques au Vanuatu vont probablement être stimulées par une hausse des investissements publics tels qu'attendus et un essor dans le secteur des services, notamment le tourisme, tandis que l'évolution de la situation dans l'agriculture restera dans l'ensemble modérée. Les répercussions d'un nombre croissant de touristes assorti d'une reprise dans le secteur de la construction devraient, selon toute attente, avoir des retombées bénéfiques sur le commerce de détail, le transport, la fabrication, les services professionnels, scientifiques et administratifs, ainsi que les services d'hébergement et de restauration. En revanche, l'évolution du secteur agricole va dépendre de la demande extérieure et des conditions d'offre sur les marchés où la concurrence est serrée pour des denrées de base telles que le coprah, la viande bovine, le poisson et l'huile de coco. A partir de ces hypothèses, le comité macroéconomique pense que l'économie progressera de 4,5 pour et 4,6 pour cent en 2013 et 2014 respectivement, voire même davantage en 2015 avant que la situation ne se normalise à partir de 2016.

L'inflation, qui est étroitement liée à l'activité économique, va probablement augmenter avec la raréfaction des ressources et la pression d'une demande intérieure en hausse. En moyenne, le taux d'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation, va, selon toute attente, progresser de 1,5 pour cent en 2014, dans l'hypothèse d'une augmentation attendue des activités de construction et de la demande provenant d'activités de consommation et d'investissement dans le secteur des services.

Les conditions monétaires sont restées relativement moroses jusqu'à présent, bien que la politique monétaire ait été très souple. Le crédit au secteur privé progresse au ralenti, avec 5,9 pour cent en 2012, après avoir atteint un chiffre record de 36,6 pour cent en 2008. Cette

croissance modeste du crédit au secteur privé traduit le degré d'incertitude régnant dans l'économie, auquel vient s'ajouter des contraintes persistantes au plan de l'approvisionnement qui freinent l'investissement par le secteur privé, malgré l'ampleur des liquidités dans le système bancaire. Vu que les avoirs nets en devises étrangères détenus par le secteur bancaire se sont contractés pour la troisième année consécutive en 2012, de 6,2 pour cent, il y a lieu d'examiner de plus près la compétitivité de Vanuatu (mesurée sur la base de la valeur de sa monnaie, c'est-à-dire le taux de change), de même que l'impact sur la valeur des rentrées d'argent provenant des exportations et des services.

Les perspectives d'accroissement des investissements publics et des activités touristiques à moyen terme vont influencer sur la balance des paiements du pays, et le compte courant devrait rester ferme avec l'appui de développements dans le secteur des services. On peut certes s'attendre à ce que le compte de capital augmente avec des rentrées de fonds en perspective pour des projets financés par des bailleurs de fonds, mais l'évolution des comptes financiers ne va probablement guère changer. La balance générale des paiements est prévue être suffisante, les réserves de devises étrangères devant en toute probabilité augmenter à moyen terme, relevant la couverture des importations prévisionnelles bien au dessus du seuil de 4 mois.

d) Gestion budgétaire

Le budget de l'exercice 2014 concordera avec les principes de responsabilité fiscale tels que définis à l'article 22 de la loi relative aux Finances publiques et à la Gestion économique (FPGE). Le gouvernement va continuer à viser un budget équilibré en 2014.

e) Endettement et emprunts de l'Etat

Le gouvernement continuera à veiller à ce que la dette publique ne dépasse pas un niveau maîtrisable en 2014 et au cours des années suivantes. A compter de 2014, le gouvernement veut limiter les nouveaux emprunts, sauf ceux destinés à des fins productives, pour refléter la mise en œuvre de la politique en vigueur. Ce qui est certain, c'est que le gouvernement va faire en sorte que tous nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs soient destinés uniquement à financer des projets d'investissement en capital qui généreront les moyens nécessaires pour permettre aux générations futures qui en hériteront de les rembourser à l'avenir.

f) Recettes et taxes

Au plan des recettes, le gouvernement a pour priorité d'améliorer et de renforcer l'administration des taxes en vigueur et leur mise en conformité, y compris dans les zones reculées du pays. Il mettra en outre l'accent sur l'application rigoureuse d'un amendement apporté à la Loi relative aux droits de douane concernant les exemptions et à la Loi relative aux patentes de jeux et autres. Par ailleurs, il y aura l'introduction de nouvelles initiatives de recettes, telles que des droits et charges pour chaque service générateur de recettes dans tout le gouvernement dans son ensemble, découlant du Forum sur des initiatives de recettes qui s'est déroulé en 2013. En plus, le gouvernement a renforcé la section de conformité relevant

du Service de la Douane et des Contributions indirectes pour améliorer l'administration et la perception promptes et opportunes des arriérés de taxes. Enfin, il se focalisera sur le degré de conformité et la continuité de la perception de recettes tout au long de l'année.

g) Procédure à suivre pour les programmes de dépenses

Le gouvernement continuera à veiller à ce que les procédures de demande et d'obtention de crédits pour des programmes de dépenses soient conformes à la loi relative aux Finances publiques et à la Gestion économique. La priorité du gouvernement pour 2014 consistera à affecter des fonds nécessaires et suffisants pour des programmes de dépenses qui sont liés aux priorités de principe stratégiques pour 2014. Ceux-ci comprennent des programmes et des directives de dépenses couvrant un vaste éventail d'activités diverses et de services en vue de relever la prestation de services et en même temps d'encourager une utilisation rationnelle et efficace des ressources afin de favoriser la croissance économique.

A ce propos, le gouvernement va veiller à ce que les programmes de dépenses respectent en général les cibles budgétaires et que les crédits fournis par l'Etat et les bailleurs de fonds soient utilisés efficacement et rationnellement de façon à rehausser la qualité et la comptabilisation des services. Par conséquent, le gouvernement continuera d'appliquer une discipline financière stricte, ainsi que d'imposer des mesures de prudence et de sanction s'il y a lieu pour contrôler les programmes de dépenses et s'assurer qu'ils respectent les cibles du budget et les principes de gestion fiscale responsable.

4. Nouvelles propositions de principe

Chaque année, le gouvernement affecte des fonds pour de nouvelles propositions de principe qui sont compatibles avec ses priorités.

Les nouvelles propositions de principe qui s'inscrivent dans les grands axes énoncés en 3.a) ne pourront être prises en considération pour un financement en 2014 que si elles :

- peuvent être prises en charge dans les limites de l'enveloppe fiscale totale ;
- ont été bien étudiées et mises au point avec précision de façon à renforcer les politiques et programmes essentiels du gouvernement ;
- cadrent avec la capacité du ministère à les mettre en œuvre suivant le calendrier proposé ;
- sont susceptibles d'aider à l'expansion et la croissance économiques du pays ; et
- sont financièrement viables si elles sont vouées à devenir des dépenses de fonctionnement.

Le budget 2014 inclura des nouvelles propositions de principe financées par des bailleurs de fonds, tant en cours de réalisation que nouvelles, qui ont été élaborées pour mettre en œuvre les grandes priorités du gouvernement. Cela permettra de s'assurer que les financements de

bailleurs de fonds passent par le système de gestion budgétaire de l'Etat et concordent avec les priorités du gouvernement. Cette fusion de ces deux axes de financement aboutira à un gain en efficacité. L'intégration des ressources des bailleurs de fonds aux ressources de fonctionnement du gouvernement permettra à ce dernier de mieux gérer les implications de coûts de fonctionnement et donc d'améliorer la viabilité financière des investissements en capital dans des services d'utilité publique essentiels.

5. Cibles économiques et fiscales pour l'exercice 2014

Pour parer à des revers imprévus pouvant bouleverser l'économie intérieure, le gouvernement va continuer à mener des politiques destinées à parvenir à un budget équilibré en 2014. Le taux de croissance économique prévisionnel pour l'exercice 2014 est estimé à 4,6 pour cent en termes réels, tandis que le taux d'inflation serait de l'ordre de 1,5 pour cent.

Cibles budgétaires pour 2014	Objectifs fiscaux à long terme
Balance budgétaire Un budget équilibré	Le budget de fonctionnement affiche une balance positive à moyen terme
Recettes Selon les prévisions, les recettes de fonctionnement devraient correspondre à 18,0 pour cent au moins du PIB	Il existe une base élargie de recettes, lesquelles sont suffisantes pour réaliser l'objectif d'équilibre budgétaire. Les recettes de fonctionnement doivent atteindre au moins 22 pour cent du PIB.
Dépenses Selon les prévisions, les dépenses de fonctionnement devraient correspondre à 17,0 pour cent du PIB	Les dépenses sont compatibles avec l'objectif d'équilibre budgétaire
Endettement La dette publique reste dans des limites maîtrisables	Maintien de la dette publique à des niveaux prudents de façon à ce que sa part du PIB ne dépasse pas 40,0 pour cent
Croissance économique Croissance prévisionnelle à 4,6 pour cent	Un taux annuel de croissance économique supérieur en moyenne au taux de croissance démographique (2,3 pour cent)
Inflation Taux prévisionnel de l'inflation est de l'ordre de 1,5 pour cent	Le taux d'inflation annuel se maintient dans la fourchette de 0 à 4,0 pour cent